

Action Canada for Population and Development
46ème session du Conseil des droits humains
Point 3 de l'agenda

Je vous remercie, Madame la Présidente. Action Canada fait cette déclaration au nom de 20 organisations des pays suivants : le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas.

En tant qu'organisations basées dans le Nord, nous avons honte que nos gouvernements thésaurisent les vaccins contre la COVID-19. Pour lutter efficacement contre la COVID-19, il est nécessaire d'établir une solidarité qui est globale et de mettre fin aux inégalités qui exacerbent les crises sanitaires. La COVID-19 a mis en évidence et fortement exacerbé les inégalités entre les pays, tout comme à l'intérieur des pays. Dans les moments de crise humanitaire, les droits et les progrès dans ce domaine risquent d'être suspendus ou même de revenir en arrière. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la réalisation de l'égalité des genres et de la santé et des droits sexuels.

Les mouvements féministes plaident depuis longtemps auprès des systèmes internationaux et régionaux des droits humains en faveur des conditions matérielles nécessaires à l'exercice des droits reproductifs. L'autonomie corporelle et la capacité de prendre et d'agir sur les décisions de santé dépendent de nombreuses circonstances liées à la stabilité de l'emploi, à la sécurité alimentaire, à la disponibilité des services dans la communauté et à la sécurité personnelle, entre autres. Le stress économique et social causé par la pandémie, couplé à l'imposition de restrictions sur le mouvement et de mesures d'isolement social, la violence fondée sur le genre a augmenté de manière exponentielle tandis que l'accès aux services clés de santé sexuelle et reproductive s'est vu restreint. Tous ces impacts sont amplifiés dans des contextes de fragilité, de conflit et d'urgence où la cohésion sociale est déjà ébranlée et où les capacités et les services institutionnels sont limités. Les mesures d'urgence ont déjà eu un impact considérable sur l'accès à l'avortement, à la contraception, aux tests de dépistage des infections sexuellement transmissibles, aux soins de grossesse, aux soins d'affirmation du genre, au traitement du VIH et aux services de lutte contre les violence domestiques. En plus du COVID-19 qui expose et aggrave les inégalités existantes, des forces malfaisantes utilisent la pandémie pour faire reculer les droits humains de manière délibérée.

La COVID-19 a également restreint la capacité de plaider en faveur de la santé et des droits sexuel et reproductifs, y compris dans les espaces de l'ONU. Non seulement nous constatons des régressions dans le monde entier, notre capacité à y faire face est affectée par les restrictions aux déplacements, les restrictions sur les rassemblements, l'augmentation de la surveillance et des pouvoirs de la police, l'application d'approches carcérales au domaine de la santé publique, de nouveaux protocoles de participation aux espaces des Nations unies et la perte de financement pour les groupes de défense des droits humains. Les communautés de défenseur-e-s du Sud sont plus durement touchée-e-s. La thésaurisation des vaccins créera de nouveaux obstacles lorsque ceux-elles qui n'ont pas accès aux vaccins seront encore plus exclu-e-s et surveillé-e-s.

Il est donc inadmissible que des pays adoptent des approches nationalistes en matière de vaccination et qu'ils profitent de leur immense privilège et de leur domination économique pour obtenir des doses de vaccin. Si les gouvernements du Nord n'agissent pas immédiatement pour corriger le tir, les inégalités exacerbées par la pandémie persisteront et s'aggraveront, avec des conséquences à l'échelle mondiale. Le fait que neuf personnes sur dix dans 70 pays à faible revenu aient peu de chances d'être vaccinées contre la Covid-19 l'année prochaine parce que la majorité des vaccins les plus prometteurs qui sont en cours d'élaboration ont été achetés par l'Occident, relève d'une profonde injustice. Cela est particulièrement vrai si l'on considère que la moitié des personnes qui meurent du virus sont handicapées. Les pays riches, qui représentent 16 % de la population mondiale, contrôlent 60 % des vaccins. Nous devons soutenir la réalisation de la vaccination universelle et fournir des ressources pour renforcer l'approvisionnement mondial en vaccins. Les pays du Nord comme le Canada ne se sont pas contentés d'accumuler des vaccins, mais le Canada recevra en outre 1,9 million de doses du vaccin Oxford-AstraZeneca dans le cadre du programme COVAX d'ici la fin juin. Le Canada est le seul pays du G7 à bénéficier de l'approvisionnement en vaccins de COVAX dans le cadre de la première allocation du programme. Plus nous retarderons l'accès équitable au vaccin en donnant la priorité à d'étroits intérêts nationaux, plus nous risquerons des mutations de la COVID-19 et la prolongation de la pandémie qui touchera le plus durement les populations vulnérables du monde entier.

Au minimum, les dirigeants des pays riches doivent cesser de bloquer la proposition visant à suspendre l'application et l'exécution de certaines obligations en matière de propriété intellectuelle dans le cadre de l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (accord ADPIC). À l'heure actuelle, les plus riches des pays du G20 refusent d'accepter une dérogation. Nous sommes tou-te-s affaibli-e-s par le refus d'envisager cette mesure urgente à ce moment charnière. Il n'y a pas de meilleur moment pour remettre en cause les règles ADPIC.

Il n'est pas possible de s'attaquer à une pandémie mondiale dans un monde qui priorise les profits sur les vies humaines et dans le contexte d'énormes inégalités de richesse et de pouvoir entretenues par une minorité. Notre travail sur la réponse à la pandémie doit être ancré dans la reconnaissance des droits humains pour tou-te-s, y compris le droit au développement et à la santé, et la lutte contre le racisme anti-Noir-e-s profondément enraciné, le capacitisme et l'impérialisme persistant.

Signataires :

Action Canada for Population and Development
Associazione Tripla Difesa Onlus
DisAbled Women's Network
Center for Reproductive Rights
CHOICE for Youth and Sexuality
CNCD-11.11.11
Compass Centre for Sexual Wellness
Federación Planificación Familiar Estatal
Fondation Eboko

Gender and Development Network

HIV Legal Network

Interagency Coalition on AIDS and Development

Ipas

Jaime Todd-Gher, Independent Consultant and SRH Research Fellow, University of Toronto

Planned Parenthood NL Sexual Health Centre

Rothschild Rights

Sexual Health Network of Quebec

Urgent Action Fund for Women's Human Rights

Womankind Worldwide

Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights